

# Le gouvernement accélère sur son plan transports

13h04 , le 27 mai 2018

**PREMIUM** Indemnité kilométrique pour les vélos, abandon d'infrastructures polluantes? Le plan transports du gouvernement sera dévoilé en juin.



Le gouvernement doit présenter son plan transports au mois de juin. (Reuters)

Partager sur :

•

Ce sera un test important. Cet été, à l'heure où le ministre de la Transition écologique, **Nicolas Hulot**, dressera le bilan de sa participation au gouvernement, il regardera de près à quoi ressemble la loi sur les mobilités. Un texte qui concerne à la fois la route, le vélo et le transport ferroviaire. "Il n'y a pas eu de loi aussi structurante depuis les années 1980", vante-t-on au cabinet de la ministre des Transports, Elisabeth Borne. Selon nos informations, le dispositif sera présenté autour du 13 juin, avant un déplacement commun Hulot-Borne. A cette occasion, des annonces seront faites sur la pollution. La loi atterrira ensuite au Conseil des ministres, a priori en juillet. Mais c'est dans les prochains jours que se joueront les arbitrages décisifs.

**Lire aussi : [Nicolas Hulot. "Si je sens qu'on recule, je m'en irai"](#)**

Trois scénarios, tirés d'un rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (COI), sont à l'étude. Le plan 1, qui prévoit de ne pas alourdir le budget de l'Etat. L'hypothèse 2, qui correspond à une addition de 600 millions d'euros supplémentaires par an. Et le scénario 3, qui préconise une enveloppe de 3,5 milliards de plus par an. "Avec le scénario 1, on ne ferait qu'entretenir l'existant, et avec le 3, c'est un peu open bar, explique un connaisseur du dossier. Ce n'est pas un mystère : le scénario 2 est notre base de travail."

## Audrey Pulvar regrette le "manque d'ambition" de Matignon

En privé, Borne ne dit pas autre chose. "Les économies budgétaires ne doivent pas nous empêcher d'investir sur les nouvelles mobilités et les transports du quotidien, confie un interlocuteur régulier de Matignon. On se dirige donc plus vers le scénario 2." Même si les ONG, elles, le trouvent un peu court. "Il y a un manque d'ambition manifeste de Matignon et un manque de moyens prévus par Bercy", regrette Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme (FNH).

Pour financer ce dispositif, qui a les faveurs de la ministre, deux options sont sur la table. "Cela peut être une vignette sur les poids lourds français et étrangers ou alors la maîtrise de la hausse programmée de la niche fiscale gazole professionnelle", précise Matthieu Orphelin, député proche de Nicolas Hulot. Une option politiquement risquée. "En face de nous, il y a la Fédération nationale des transports routiers, explique le responsable d'une ONG. C'est un lobby puissant. Les bonnets rouges, c'est la hantise des gouvernements..."

*L'idée, c'est qu'il y ait une déclinaison  
du plan climat de Hulot dans la loi  
mobilité*

Hors de question, cependant, d'apparaître comme éloigné des préoccupations environnementales. "L'idée, c'est qu'il y ait une déclinaison du plan climat de Hulot dans la loi mobilité", rassure-t-

on au ministère des Transports. "Il faut s'inscrire dans un chemin qui va vers la neutralité carbone", insiste le président du WWF, Pascal Canfin. Les ONG attendent tout particulièrement la mise en place d'un plan vélo de 200 millions d'euros par an. "Il y aura un plan vélo, on veut quelque chose d'ambitieux", assure l'entourage de Borne. Mais l'enveloppe ne sera certainement pas de cette ampleur. Orphelin espère obtenir 100 millions d'euros : "Cela permettra de lancer une vraie dynamique et de rendre obligatoire l'indemnité kilométrique vélo pour inciter les utilisateurs à venir travailler avec, ajoute-t-il. Borne pousse dans ce sens et Hulot aussi."

Autre point chaud : les projets d'infrastructures qui seront abandonnés. Le rapport du COI préconise de mettre au placard le prolongement de l'A45 entre Lyon et Saint-Etienne. Sera-t-il suivi? "Le vrai moteur du changement, c'est d'abord la réduction de la place de la voiture individuelle. Ça manque énormément dans la vision du gouvernement", regrette Audrey Pulvar. Les ONG jugent ainsi "climaticides" les projets de contournement autoroutier de Rouen, Strasbourg et Arles.

Autre proposition du COI : repousser à l'après-2037 la construction certains tronçons des lignes nouvelles Paris-Normandie et Provence-Côte d'Azur, ainsi que du TGV Bordeaux-Toulouse. Autant dire les enterrer... Ces jours-ci, "tous les élus locaux harcèlent les cabinets des ministres pour que leurs projets voient le jour", pointe le responsable d'une ONG. Suffisant pour freiner le gouvernement?

- Par **Arthur Nazaret** [Suivre @ArthurNazaret](#)

[https://www.lejdd.fr/politique/le-gouvernement-accelere-sur-son-plan-transport-3663917?popSuccess=1&hcnx\\_id=UILZb74aPj6ydXGOs4Gf5gISrwMRF C4e&status=validated&hmac=d7b0444b68ed1df853dda97962115e2a](https://www.lejdd.fr/politique/le-gouvernement-accelere-sur-son-plan-transport-3663917?popSuccess=1&hcnx_id=UILZb74aPj6ydXGOs4Gf5gISrwMRF C4e&status=validated&hmac=d7b0444b68ed1df853dda97962115e2a)